

LE BULLETIN D'ENCOD SUR LA POLITIQUE DES DROGUES EN EUROPE

Numéro 22 octobre 2006

EN ROUTE POUR VIENNE 2008

Rien moins que la réputation morale du monde occidental sera en jeu lors de la réunion de la Commission des Nations Unies sur les stupéfiants en mars 2008 à Vienne. Ce sera la première occasion venue pour rendre juste la tragique erreur d'il y a 47 ans, lorsque les USA et les autres gouvernements occidentaux ont utilisé leur position dominante pour signer un traité des Nations Unies qui place la culture autour du cannabis, de la coca et de l'opium (entres autres) hors la loi.

En 1961, on pouvait comprendre alors cette erreur. La connaissance de l'histoire humaine, dans lequel l'usage de ces trois plantes joue depuis des milliers d'années un rôle crucial, était encore à peine développée. Les gens ne remettaient pas en doute les autorités, ce n'était pas difficile pour leur faire croire que ces plantes devaient être considérées uniquement comme dangereuses et nocives.

Ceux qui croient encore à cela aujourd' hui , comme c' est le cas du Bureau des Nations Unies pour les drogues et le crime (UNDOC), a perdu son innocence. Non seulement le développement de la science (entres autres) a largement montré la valeur nutritive, médicale et thérapeutique de ces trois plantes. Il est aussi entre-temps devenu plus que clair que la pénalisation de ces trois végétaux a bien des conséquences inversées.

Le 2 septembre, Antonio Maria Costa, directeur de l' UNODC, devait reconnaître que l' Afghanistan produit 30% d' opium de plus que ce qui est nécessaire pour satisfaire la demande mondiale en héroïne (illégal). Frustré par ce résultat, Costa porte ensuite la faute sur les autres: le gouvernement afghan ne ferait pas assez d' efforts pour arrêter les barons de la drogue, et certains gouvernements n' en feraient pas assez pour limiter la demande en héroïne de leur citoyens.

En fait, c'est même la stratégie d'extermination des Nations Unies, en combinaison avec l' invasion occidentale dans le pays qui ne laisse aucun autre choix pour les paysans afghans que de produire de l' opium pour le marché noir. En Bolivie, il n' y a en principe sous le gouvernement actuel aucun champs de coca contraint d' être exterminé. En finir avec les confrontations violentes entre les paysans de la coca et le gouvernement des dernières années était justement le motif d' Evo Morales qu' il apportait en entrant dans la politique. Maintenant qu' il est président, Morales veut bien sur collaborer avec ses anciens collègues á une tentative de limiter la culture á 20.000 hectares. La culture de la coca en Bolivie compte en ce moment environs 27.000 hectares, ce qui est peu comparé avec le Pérou (50.000) et la Colombie (80.000).

Le gouvernement des USA a manifesté pendant ce temps de très sérieuses objections contre cette approche. Si la Bolivie ne s' impose pas d' exterminer ses cultures, comme le prévoit la "communauté internationale", le pays pourrait perdre le soutien américain de 80 millions d' euros. Morales doit donc gagner du temps. Lors de la réunion générale des Nations Unies du 18 septembre, Morales a de nouveau expliqué la différence entre la coca et la cocaïne. Les gouvernements européens ne peuvent plus dire qu' ils ne connaissent pas la différence.

Aux Pays-Bas, la guerre contre la culture du cannabis prends des formes absurdes. Dans le pays du chanvre par excellence, il y a beaucoup de petits planteurs qui se sont arrêtés par peur d' une descente de police. Ceci a augmenté les avantages des planteurs professionnels, dont beaucoup ont un passé criminel. Avec comme conséquence que la qualité du cannabis qui est vendue dans les coffeeshops baisse, alors que les prix montent. Tente ans après l' introduction de la politique de tolérance qui a rendu possible le modèle des coffeeshops, le gouvernement néerlandais actuel ne laisse aucun autre choix au consommateur que de se fournir à partir de sa propre réserve.

Le 6 et 7 novembre, lors de la conférence au parlement européen à Bruxelles, co-organisée par ENCOD, vous aurez la chance d' envoyer un signal aux gouvernements européens en rapport avec la reunion de Vienne. Ensemble avec les politiques et les autorités locales qui ont appris à traiter d' une manière responsable le phénomène des drogues ferons une présentation aux représentants des organisations citoyennes des exemples de courages et peu courant d' une politique des drogues intelligente. Cette conférence est ouverte au public, les personnes intéressées doivent s' inscrire (avant le 1er novembre, voir notre site web).

La réunion à Vienne viendra aussi à l'ordre du jour dans le dialogue entre les organisations sociales et les autorités de l' UE sur la politique des drogues qui, si la Commission Européenne tient ses promesses, doit commencer en 2007. Dans le Green Pepper (Piment Vert), la réponse d' ENCOD au Green Paper (Papier Vert) de la Commission Européenne sur ce sujet de 2006, il est clairement dit que le thème du traité des Nations Unies ne peut être absent de n' importe lequel des dialogues sur les drogues.

Peut-être qu' ENCOD profiteras au moins un petit peu du budget qui sera rendu disponible pour ce dialogue. Nous ne savons pas encore de combien ce montant sera au total. ENCOD a demandé aux membres du Parlement Européen de fixer le budget définitif pour la première année de ce dialogue à un million d' Euros. La décision devrait vraisemblablement tomber en novembre.

Pour le moment, la survie d' ENCOD dépends du soutien de tous ses membres. Avant cette année nous avons presque réussi à réunir le montant minimum absolu qui était nécessaire. Pour l' avenir, il semble inévitable que nous devons aborder des stratégies commerciales pour financer nos activités. Cela devrait nous mettre en position de paver la route pour Vienne, de façon à ce que, comme on l' espère, des milliers de citoyens européens puissent alors en mars 2008 manifester leur opinion sur la politique des drogues des Nations Unies.

Par: Joep Oomen (traduction: Jules Sinturel) www.encod.org